



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 27 AOUT 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPEI/DR

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité
Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 régissant le fonctionnement des activités de la société PURFER dans son établissement situé ZI Nord Est, 338, rue Camille Desmoulins à VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2015 actualisant l'ensemble des prescriptions réglementant l'établissement exploité par la société PURFER ZI Nord Est, 338, rue Camille Desmoulins à VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE ;

VU le rapport du 5 juillet 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 5 juillet 2018 et la réponse de l'exploitant du 27 juillet 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 août 2018 par l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater :

- un stockage d'un volume de déchets non dangereux non inertes supérieur à 100 m³ au sud du site de la société PURFER,
- la présence d'importantes quantités de laine de verre dans le stockage,
- une hauteur de stockage supérieure à la hauteur du mur séparant les installations de la société PURFER à celles de la société MORANCÉ SOUDURE voisine ;

CONSIDERANT que le tableau de classement des activités de la société PURFER mentionné dans l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2015 susvisé ne comprend pas la rubrique n°2716 de la nomenclature des installations classées relative aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes ;

.../...

CONSIDERANT que cette activité est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il dépose un porter à connaissance en vue de régulariser la situation administrative de son activité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

La société PURFER située ZI Nord Est, 338, rue Camille Desmoulins à VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE est mise en demeure de déposer à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement), dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un porter à connaissance relatif au stockage de déchets non dangereux non inertes, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au Sous-Préfet de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE,
- à l'exploitant.

Lyon, le **27 AOUT 2018**

Le Préfet,
Le préfet,
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY